

INDE : DEUX ANS DE GOUVERNEMENT MODI

14 AVRIL 2016

Christophe Jaffrelot

Directeur de recherche CNRS, CERI-Sciences Po

LES GRANDES LIGNES

Pour l'économie indienne, beaucoup d'indicateurs sont au vert : croissance de l'ordre de 5% à 7%, inflation réduite, fortes réserves de change, investissements étrangers considérables.

Mais l'écart de revenus entre le monde urbain et le monde rural devient insupportable, la demande se tasse, les investissements privés indiens se tarissent, les exportations chutent.

Le bon taux de croissance est en partie dû à l'ampleur des investissements étrangers. Ces derniers se multiplient, mais restent peu créateurs d'emplois.

D'où des mouvements de protestation contre le manque de travail tels que le pays n'en avait pas connu depuis les années 1990.

Pour le Parti nationaliste hindou au pouvoir, 2015 a été une année noire. Il a perdu les élections régionales à Delhi, un de ses bastions, et au Bihar, où il l'avait emporté aux élections nationales.

Au Parlement, le Premier ministre n'a pu faire adopter des projets de loi auxquels il tenait. Sa réforme du mode de nomination des membres de la Cour suprême a été bloquée par les juges.

Narendra Modi s'est montré beaucoup plus actif qu'attendu sur le terrain de la politique extérieure. Il a multiplié les voyages à l'étranger, jusqu'à une moyenne de deux par mois.

Ces déplacements visent à attirer des investisseurs étrangers, à assurer la sécurité économique et militaire de l'Inde, à rencontrer la diaspora, qui vote et finance les campagnes électorales.

L'un des objectifs majeurs de cette politique étrangère consiste à contenir la Chine, dont le projet de « route de la soie », via le Pakistan, au nord et à l'ouest, et l'océan Indien au sud inquiète Delhi.

Si Modi est en perte de vitesse aux élections de 2017, il pourrait être tenté de durcir encore davantage une politique identitaire hindouiste, marquée par l'intolérance envers les minorités.

En mai 2016, cela fera deux ans que Narendra Modi a été élu. Il est donc envisageable de dresser un bilan de son gouvernement à mi-parcours dans trois domaines : conjoncture économique et sociale, climat politique intérieur, politique étrangère. Ce dernier point sera relativement développé. Car, contrairement à ce que l'on avait pensé en voyant arriver à la tête du pays un chef de gouvernement régional, pour la première fois dans l'histoire de l'Inde, Modi a une politique extérieure hyperactive.

Les fragilités d'une économie en croissance

Parmi les grands pays, le taux de croissance indien, de l'ordre de 7%, est le plus élevé du monde. Cela suscite beaucoup d'admiration... et d'appétits. D'autant que l'inflation est tombée à 5% - une performance pour l'Inde. Les réserves de change sont très confortables. Il y a donc beaucoup d'indicateurs au vert.

Ces résultats méritent cependant d'être examinés de plus près. Le taux de croissance résulte d'un nouveau mode de calcul qui, de l'avis des experts, gonfle de deux points le pourcentage réel. Celui-ci est donc plus près de 5% que de 7%. Plus inquiétant, quand on regarde comment l'économie indienne se comporte secteur par secteur, on constate un grand écart, devenu intenable, entre le monde urbain et le monde rural. Quelque 60% de la population vivent de l'agriculture. Cette dernière n'a cru que de 0,2% en 2015-2016 (en Inde, l'année fiscale va du 1^{er} avril au 31 mars), soit 4% de moins que ce que l'on considère comme indispensable à la sécurité alimentaire indienne.

S'y ajoutent des problèmes structurels, notamment celui de l'eau, qui devient insupportable dans certains États. Ce 14 avril 2016, la presse indienne annonce qu'il faudra cinquante camions citerne pour ravitailler la seule ville de Latur, qui manque d'eau au cœur du Maharashtra, à quelques centaines de kilomètres de Bombay. Au Penjab, grenier à blé du pays, les nappes phréatiques sont descendues à l'étiage ; des cultures aussi consommatrices d'eau que la canne à sucre n'y sont plus soutenables.

Baisse du revenu des paysans

Sur le plan conjoncturel, cela s'est traduit par une décélération de la croissance du revenu des paysans : 3,6% contre 17% à 22% dans les années 2011-2013. En termes réels, le revenu des paysans baisse. Or, ils représentent 45% de la consommation du pays.

C'est l'un des facteurs d'un autre problème qui affecte l'économie indienne : la baisse de la demande. Celle-ci se traduit par une baisse de l'investissement, dont le taux est tombé de 38% en 2011 à 31% en 2015. Les étrangers viennent faire de grands projets en Inde, mais les groupes indiens, grands ou petits, n'investissent pas. En raison de l'état de la demande, 30% de leurs capacités de production restent inutilisées. L'État, engagé dans une réduction de son déficit public, n'investit pas non plus. Le déficit budgétaire reste à 3,9% du PIB. Ce n'est pas considérable, mais si l'on ajoute le déficit des États, on arrive à un total de l'ordre de 7,5%.

Autre problème – qui explique la faiblesse des investissements privés – les taux d'intérêt restent assez élevés. La *Reserve Bank of India*, instance totalement indépendante, juge le déficit public trop élevé pour que l'on puisse baisser les taux d'intérêt. Elle estime en outre que l'inflation peut revenir à tout moment. En dépit des pressions, le gouverneur de la RBI baisse le taux directeur à doses homéopathiques, de l'ordre de -0,25% tous les dix mois. Ce taux est encore à 6,5%, ce qui handicape l'économie. En outre, le système financier demeure public à 90%. Or, les vingt-neuf banques publiques sont dans une situation catastrophique, avec environ 30% de créances douteuses. Pour les recapitaliser, il faudrait des investissements publics considérables. Cela n'est pas à l'ordre du jour compte tenu de la priorité donnée à la réduction du déficit. L'accès au crédit est limité par la capacité de prêt des banques.

Chute des exportations

Dernier point noir, les exportations chutent pour le quinzième mois consécutif. C'est lié au marasme que connaissent les principaux partenaires commerciaux de l'Inde, à commencer par le premier d'entre eux : la Chine. Cette dernière n'a plus besoin du mirraï de fer et de toutes les matières premières qu'elle importait de l'Inde.

Dans ces conditions, le taux de croissance indien étonne. L'explication vient en partie des investissements extérieurs, qui ont bondi. C'est très lié à la politique extérieure de Narendra Modi, qui fait le tour du monde plusieurs fois par an pour les attirer. Avec succès. Le flux d'investissement extérieurs est passé de 45 milliards de dollars en 2014 à 55 milliards de dollars en 2015.

Investissements étrangers peu créateurs d'emplois

Le problème de l'Inde est qu'elle réussit à attirer de grandes firmes multinationales, qui font de la croissance mais sont tellement capitalistiques et ont donc si peu besoin de main d'œuvre qu'elles ne créent pas beaucoup d'emplois. La *Make in India Week* organisée à Bombay en février 2016 s'est conclue sur un communiqué triomphant : 225 milliards de dollars de promesses d'investissements extérieurs sur cinq ans, donnant six millions d'emplois. Cela nous paraît énorme ; pour l'Inde, c'est minuscule : un million de personnes arrivent tous les mois sur le marché du travail indien. Il y a un vrai hiatus entre une politique économique privilégiant les grosses entreprises, de préférence étrangères, et les besoins du pays, qui sont d'abord de créer des emplois. Ce sont les petites entreprises qui fournissent du travail. Il faudrait les privilégier. Or, les PME sont les grandes victimes de la politique d'accès difficile au crédit et de concurrence accentuée avec les grosses entreprises. La démographie indienne reste galopante. Malgré la baisse de la fécondité, l'inertie est telle qu'il y a 16 à 17 millions d'Indiens de plus chaque année. Le marché du travail ne parvient pas à absorber l'accroissement de la population. Pour un pays comme l'Inde, le modèle chinois suivi par Modi n'est pas adapté. La priorité serait de donner du travail à tous, pas forcément d'attirer de grandes firmes peu créatrices d'emplois.

Mouvements de protestation

Sur le terrain social, on voit déjà les conséquences de cette situation. En 2015 et en 2016, il y a eu des mouvements d'agitation pour l'emploi comme on n'en avait pas vu depuis les années 1990. À

partir de 2007-2008 le taux de création d'emplois n'a cessé de baisser. Cela ne date pas de Modi, mais la tendance s'est accélérée. Huit secteurs recensés ne créent plus qu'environ 150 000 emplois par an contre 500 000 auparavant. Des jeunes sans travail, issus notamment des castes rurales dominantes ne bénéficiant pas de quotas dans la fonction publique - les Patels au Gujarat, les Jats au Penjab, en Hayrana – ont exprimé leur frustration. Deux mouvements de protestation ont eu lieu dans des bastions du Parti nationaliste hindou (Bharatiya Janata Party, BJP) de Modi, le Gujarat et l'Hayrana. Le 28 août 2015, une manifestation a réuni un million de personnes à Ahmedabad. Sa répression a fait dix morts. En février 2016, en Haryana, à la périphérie de Delhi, une autre manifestation violente s'est soldée par la destruction du canal d'alimentation en eau de la capitale. Les Jats de l'Haryana protestaient ainsi contre la captation des ressources hydrauliques par l'État de Delhi. La répression a fait 22 morts.

Il y a donc un emboîtement des crises : le mode de développement industriel ne permet pas de compenser les besoins nés de la crise agricole et cela entraîne des tensions sociales.

Une année électorale noire pour le BJP

La politique en Inde se conjugue au rythme électoral, car il y a toujours des élections dans un ou plusieurs États. Ce sont chaque fois des dizaines de millions d'électeurs qui sont convoqués aux urnes. De ce point de vue, 2015 a été une année noire pour le parti de Narendra Modi. Il a perdu les élections à Delhi de manière étonnante, car la ville a toujours été un bastion nationaliste. Un nouveau parti a remporté le scrutin, qu'il disputait pourtant pour la première fois. C'est exceptionnel dans l'histoire indienne. Le Aam Aadmi Party (Parti de l'homme ordinaire) a été créé en 2011 par un lanceur d'alerte lié à des ONG. Il demandait deux choses, dont le *Right to Information Act* (loi sur le droit à l'information). Le gouvernement l'a créé. C'est un droit très important : il suffit de déposer 10 roupies pour forcer les bureaucrates à vous expliquer les raisons de leur décision administrative, sous peine de lourdes amendes. L'autre revendication portait sur l'instauration d'un ombudsman (*Lokpal* en hindi), qui aurait le droit d'enquêter sur les malversations de tout le personnel politico-administratif, Premier ministre compris. Cela n'a pas été obtenu. Ce qui se passe au Brésil n'incitera pas les gouvernants de l'Inde à accepter un tel contrôle du pouvoir.

Défaite cuisante du BJP à Delhi

Le Parti de l'homme ordinaire a fait campagne sur ce thème, ainsi que sur la promesse de ne plus faire payer l'eau et l'électricité aux pauvres. Sur ces arguments populistes, il a raflé quasiment tous les sièges : 67 sur 70. La défaite a été cuisante pour Modi, qui s'était fortement impliqué dans la campagne. Le Premier ministre a aussi été battu au Bihar, quatrième État en population. En gagnant 178 sièges sur 243, une coalition de partis régionaux a réussi à faire « mordre la poussière » au BJP, qui avait pourtant enlevé les 2/3 des sièges aux élections nationales. Cela pourrait donner des idées à d'autres partis régionaux. Pour le BJP, qui avait remporté toutes les élections nationales et régionales en 2014, l'année 2015 a marqué la fin de l'état de grâce.

De plus, le Parlement de Narendra Modi est paralysé. Le Premier ministre n'aime pas le système parlementaire. Quand il dirigeait un gouvernement régional, il ne convoquait jamais ses ministres et réduisait au minimum le rôle de l'Assemblée. Au niveau national, il ne négocie pas avec

l'opposition, contrairement à tous ses prédécesseurs. Or, il n'a pas la majorité à la chambre haute, où ses projets sont systématiquement bloqués. Deux lois très importantes ne sont pas passées. L'une, à laquelle Modi tenait beaucoup, visait à favoriser l'acquisition de terres par les entreprises industrielles. Il y a un énorme problème de cadastre en Inde. Le Premier ministre voulait simplifier les procédures. Mais l'idée de prendre des terres aux paysans, alors que ces derniers sont le dos au mur, était impopulaire au Parlement, les députés étant en majorité des élus du monde rural.

Autre réforme bloquée : l'uniformisation des taxes. Au sein de la fédération indienne, chaque État a son système fiscal. La *Goods and Services Tax* (GST) devait harmoniser l'ensemble. Trois sessions parlementaires n'ont pas suffi pour la faire adopter.

Comme tous ceux qui ont son profil – Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Victor Orban en Hongrie, Mahinda Rajapakse, ancien président du Sri Lanka – Modi n'aime pas le système judiciaire. Il voudrait que la Cour suprême ait moins de pouvoirs. Il avait donc imaginé une réforme de la nomination des juges de cette instance. Un comité constitué du Premier ministre du ministre de la justice, du leader de l'opposition, du *Chief Justice* sortant et d'un autre juge suprême désignerait les nouveaux membres de la Cour. Déclarée irrecevable par la Cour suprême, cette proposition a été bloquée. Pour Modi, la défaite est de taille, car les juges sont peut-être ceux qui vont lui rendre la vie plus difficile, à l'exemple de ce qui se passe au Brésil avec la présidente Dilma Rousseff.

Hindouisation de la société

Enfin, l'enjeu de l'hindouisation du système social, politique et intellectuel indien apparaît de plus en plus saillant. À la différence du Sri Lanka, il n'y a pas en Inde de tentative visant à imposer une religion officielle. Mais en pratique, les milices nationalistes hindoues, dont Modi est directement issu, font le travail sur le terrain. Elles saturent l'espace public en placardant partout la photo du Premier ministre et en multipliant les programmes et les raisons d'occuper la rue. Il y a eu le Ghar vapsi « retour à la maison » visant à « reconverter » les Hindous passés à l'islam ou au christianisme. Puis un programme d'action contre les hommes qui séduisent des femmes hindoues pour les épouser après les avoir converties. A suivi le *Beef Ban*, interdiction par la loi de vendre de la viande de bœuf. Plusieurs États dirigés par le BJP l'ont promulguée, dont le Maharashtra (Bombay). Or, c'est une des activités économiques des musulmans, qui possèdent les abattoirs et vendent de la viande de bœuf à travers le monde. Trois personnes soupçonnées de manger de la viande de bœuf ont été lynchées.

Cette atmosphère très oppressante d'intolérance va de pair avec des attaques ciblées contre des intellectuels. Des dizaines d'entre eux – littérateurs, cinéastes – ont rendu les prix que l'État indien leur avait décerné pour protester contre le non-respect de la liberté d'expression. Sur les 25 000 ONG que compte l'Inde, 9 000 se sont vu interdire de recevoir des fonds de l'étranger parce que jugées « antinationales ». Dans deux des universités phares de l'Inde, celle d'Hyderabad et JNU à Delhi, il y a eu des descentes de police parce que des étudiants auraient eu des comportements antinationaux. Il est antinational, notamment, de parler du Cachemire ou de l'Assam. Ces jeunes gens sont ensuite accusés de sédition. Quand on est poursuivi sous ce chef, il est très difficile d'obtenir une libération sous caution.

En politique étrangère, un activisme inattendu

La politique étrangère est un chapitre que Modi a exploré avec une vigueur inattendue. Il a visité vingt-cinq pays en 2015. Cela fait une moyenne de deux pays par mois. Il passe aussi beaucoup de temps à recevoir des chefs d'État ou de gouvernement étrangers. Il y a trois raisons à cela.

- Narendra Modi fait le tour des capitales occidentales pour des raisons économiques. Son *Make in India Program* consiste à attirer les investisseurs étrangers. C'est pour cela qu'il est allé inaugurer la foire de Hanovre, l'an dernier, après sa visite à Paris.

- Il veut aussi assurer la sécurité de l'Inde tant du point de vue militaire (promesse d'achat de 34 Rafales) qu'énergétique. Des contrats énormes se négocient en Australie dans le charbon, au Canada dans l'uranium. L'aréopage de chefs d'entreprise qui l'accompagne dans ses voyages rappelle le modèle oligarchique de Vladimir Poutine.

- Modi fait aussi le tour du monde pour rencontrer la diaspora. À New York on loue pour lui le Madison Square Garden, à Londres le stade de Wembley, à Paris le Louvre, à Toronto le plus grand temple hindou. Chaque fois, il met un point d'honneur à passer au moins une demi-journée avec la diaspora. Cette dernière est devenue un acteur du jeu politique intérieur indien. Le Premier ministre y recrute beaucoup de ses conseillers en matière de communication ou d'économie. Ses conseillers économiques sont des Indiens des États-Unis. En outre, la diaspora finance les campagnes électorales. À partir des prochaines élections, le vote électronique lui permettra de participer aisément aux divers scrutins. Cela représente 25 millions de personnes.

Contenir la Chine

Contenir la Chine est un objectif majeur de la politique étrangère de Narendra Modi. Cela n'a jamais été formulé de manière aussi explicite par ses prédécesseurs. Lui-même reste assez diplomate pour garder le contact avec la Chine (« *engage and contain* »). D'emblée, il a tendu la main à Xi Jinping. Sa première sortie de l'Inde, hormis le Bhoutan, a été pour se rendre au sommet des BRICS à Fortaleza, en 2014. Il y a aussitôt rencontré le président chinois pour lui dire que leurs deux pays devaient régler leurs litiges frontaliers. Or, les Chinois ont intérêt à ce que ces litiges perdurent. C'est pour eux une façon d'avoir barre sur Delhi. En outre, ils considèrent l'Arunachal Pradesh, au nord-est, comme étant le Petit Tibet. Ils craignent que l'on y trouve le prochain dalaï lama et veulent garder la main sur la situation dans cette région. Sur la question du règlement des litiges frontaliers, Modi a été plutôt éconduit par les Chinois. En 2015, il a invité Xi Jinping à Ahmedabad, sa ville. Cependant, l'*engagement* ne mène pas très loin ; le *containment* l'emporte.

Pour contenir la Chine, deux cercles sont à prendre en compte. L'un est un peu extérieur. Modi s'est rendu en Mongolie et dans toutes les républiques d'Asie centrale ex-soviétiques. L'autre, plus proche, comprend le Sri Lanka, le Bangladesh, l'Afghanistan, le Pakistan, le Népal. Au Sri Lanka et au Bangladesh, une forte poussée chinoise a été contenue en brandissant carotte et bâton. En 2015 au Sri Lanka, sous la présidence de Rajapakse, deux sous-marins nucléaires chinois mouillaient dans des ports en eau profonde. Les Indiens ont considéré cela comme une véritable provocation. Ils auraient fortement aidé l'opposition sri-lankaise à s'unir contre Rajapakse, qui a été

battu. Le nouveau président, Maithripala Sirisena, est davantage pro-indien.

Le litige entre l'Inde et le Bangladesh remontait à la création de ce dernier pays, en 1971. Héritage de la partition, il portait sur une centaine d'enclaves territoriales indiennes en territoire bangladaise et bengalies en terre indienne. Après des décennies d'enlisement, Modi a réussi à obtenir un accord, le *Land Border Agreement*, qui a permis de sortir de l'impasse.

Retour de bâton pakistanais

Avec les trois autres pays, Modi a été moins heureux. La question de l'Afghanistan était compliquée parce que le président Ashraf Ghani n'était pas autant pro-indien que son prédécesseur Hamid Karzai. Ce dernier avait été formé en Inde. Son successeur, sitôt après sa prise de fonctions, est d'abord allé à Riyad, à Pékin et à Rawalpindi pour rencontrer le chef de l'armée pakistanaise. Puis il a compris que les Pakistanais, soutenus par l'Arabie saoudite et la Chine, cherchaient à reprendre pied en Afghanistan, les talibans restant leur créature, sans être pour autant leur marionnette. Ghani est alors allé demander l'aide de l'Inde. Jusque là, cette dernière s'était montrée prudente. Manmohan Singh n'avait jamais livré d'armes autres que très légères à l'Afghanistan de peur d'agiter le chiffon rouge devant les Pakistanais. Modi, lui, s'est rendu en décembre 2015 à Kaboul pour annoncer la livraison de trois hélicoptères à l'armée afghane. Le retour de bâton pakistanais a été très net.

Depuis l'attentat de Bombay, en 2008, les relations indo-pakistanaises sont au plus bas. Les ministres des affaires étrangères se voient de temps à autre. Les chefs de gouvernement se parlent en marge de différents forums, comme le Groupe de coopération de Shanghai ou l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC). Modi avait invité Nawaz Sharif à sa cérémonie d'investiture. Le Premier ministre pakistanais était prêt à répondre favorablement. Il voyait les avantages économiques qu'il pourrait en tirer pour son pays. C'était sans compter avec le fait que l'armée a repris la main de manière spectaculaire au Pakistan. Aujourd'hui, le général Raheel Sharif, chef d'état-major, est le vrai patron du pays. Après Kaboul, Modi s'était rendu à Lahore pour souhaiter son anniversaire à Nawaz Sharif. Le surlendemain, une cellule dormante d'un des groupes les plus proches des renseignements militaires pakistanais s'infiltrait dans la base militaire de Pathankot, au Penjab, l'une des mieux sécurisées de l'Inde, où étaient stationnés des Mig, des hélicoptères d'attaque. Les assaillants y sont restés presque deux jours. Cela a mis fin au dialogue indo-pakistanaise. Rien ne sert de parler avec celui qui n'a pas voix au chapitre. Modi a échoué pour avoir joué une carte afghane dangereuse. Dans les milieux responsables de la sécurité indienne, on s'inquiète de l'aventurisme du Premier ministre.

Erreur stratégique au Népal

Au Népal, l'Inde a eu une politique de présence diplomatique hyperactive. C'est le pays que Modi a visité le plus : deux fois rien qu'en 2015. Dans son esprit, puisque le Népal est un pays hindou, que l'hindouisme est la religion de l'Inde, le Népal est donc un appendice de l'Inde. Environ 30% de Népalais sont d'origine indienne. La frontière est d'ailleurs assez poreuse. Après la révolution qui a mis fin à la monarchie et des années de quête d'une Constitution, les Népalais en avaient enfin adopté une. Narendra Modi a trouvé qu'elle ne faisait pas une place suffisante aux Indiens du Népal. Il l'a fait savoir de manière peu diplomatique. Choqué, le gouvernement népalais a refusé

de changer quoi que ce soit. Delhi a alors imposé un blocus au Népal, qui n'a pas de voie d'accès à la mer autre que par l'Inde. La frontière n'a pas été fermée, mais il a été décidé que chaque camion la traversant serait fouillé intégralement. Plus personne n'a voulu assurer les transports. Le Népal s'est trouvé asphyxié. Les Népalais vont devoir modifier leur constitution. Leur ressentiment est profond. Début avril 2016, le Premier ministre népalais a signé avec les Chinois le tracé d'une voie ferroviaire vers le Nord. L'Inde aura réussi à pousser dans les bras de la Chine un pays stratégiquement important. Cela montre les limites de l'activisme international de Modi.

L'enjeu des prochains cycles électoraux

Quatre États de l'Inde sont en train de voter. Les résultats seront connus probablement au tout début de mai. Ce sont le Tamil Nadu (Madras), où bon nombre d'entreprises françaises – Renault, Saint-Gobain, Michelin, Valéo - sont implantées, le Bengale occidental (Calcutta), l'Assam, où les migrants musulmans venus du Bangladesh représentent maintenant un tiers de la population, et l'Andhra Pradesh. Le BJP n'a gouverné dans aucun de ces États. S'il n'y fait pas de percée, ce sera interprété comme une nouvelle marque des revers observés auparavant. Il y a peu de chances que le BJP fasse de bons scores. On est donc en train d'enjamber ce cycle pour se projeter dans le suivant, qui est absolument capital.

En 2017, trois États – non des moindres – voteront : le Gujarat, qui fut le fief de Modi, l'Uttar Pradesh, 200 millions d'habitants, 80 sièges sur 544 au Parlement, où le BJP avait enlevé 71 sièges aux élections générales, et le Penjab, que le BJP gouverne par le biais d'une coalition avec le parti religieux sikh au pouvoir, le Shiromani Akali Dal (SAD). Dans cet État, il y a de fortes chances pour que le Parti du Congrès revienne, parce que le gouvernement actuel est très impopulaire en raison des problèmes agricoles et des trafics de drogue en provenance d'Afghanistan. La criminalisation de la société du Penjab rend possible l'existence de cellules dormantes telle que celle qui a infiltré le camp militaire de Pathankot.

Si le BJP est en perte de vitesse lors des élections de 2017, à dix-huit mois des élections générales, il y a lieu de craindre un durcissement accru de la politique identitaire de Modi. En effet, on ne voit pas comment ce dernier pourrait capitaliser sur des succès économiques. Il a beaucoup promis mais n'arrive pas à donner du travail aux jeunes. Sa dernière carte sera un va-tout. Cet homme ne peut pas être dans l'opposition. Il n'a, comme alternative, que le pouvoir ou l'exil. Un jour, il sera rattrapé par la justice indienne ou la justice internationale.

POUR EN SAVOIR PLUS

Une nouvelle route de la soie

Le projet chinois de route de la soie (*One Belt, One Road*) comporte plusieurs axes. Le premier est la route de Marco Polo, qui va jusqu'en Europe en traversant le désert de Gobie. Une dérivation va de Kachgar, dans le Xinjiang, à Gwadar, au Pakistan, via les chaînes du Karakorum et de l'Hindou Kouch. Cette route existe. Elle s'élève à plus de 4 600 m. Elle serait doublée d'une voie ferrée, voire d'un oléoduc. L'objectif est de se passer des supertankers, dont le trajet, par le

détroit de Malacca, est long, coûteux et risqué. Gwadar est un port en eau profonde. Les Chinois y ont investi massivement. On a annoncé 46 milliards de dollars au Pakistan pour le Corridor économique Chine-Pakistan (*China Pakistan Economic Corridor*). Début avril 2016, une délégation chinoise s'est rendue à Gwadar et a mis sur la table 2 milliards de dollars pour une amélioration du port. Cela permettrait à la Chine de positionner des sous-marins à proximité du détroit d'Ormuz. Le projet impliquerait des investissements massifs de la Chine au Pakistan. Il renforcerait le Pakistan au moment où le soutien américain s'amenuise et où les Saoudiens ne sont pas au mieux avec les Pakistanais. Restent les Chinois. L'Inde s'en inquiète. Elle est aussi préoccupée par l'effet d'encerclement et d'évitement. Car l'autre route est celle de la mer. Elle prend l'Inde en écharpe par l'océan Indien. C'est notamment pour cela que l'Inde craignait les relations entre la Chine et le Sri Lanka. Comme ce dernier pays n'est plus dans le jeu et que l'Île Maurice est le point d'ancrage indien dans l'océan Indien, la Chine cherche à prendre pied dans d'autres îles, comme les Seychelles, les Maldives, etc. Ce projet tétanise l'Inde. Elle a protesté officiellement contre *One Belt, One Road*. Elle craint d'être placée à l'écart d'un circuit économique dynamique, qui renforce en plus l'un de ses ennemis.

Billard diplomatique au Moyen-Orient

Le Moyen-Orient occupe une place de plus en plus importante sur l'agenda diplomatique de Modi. Il s'est rendu à Abou Dhabi pendant l'été 2015, a visité les Émirats. Il est rentré début avril 2016 d'une visite en Arabie saoudite. On ne peut interpréter cela autrement que par une partie de billard diplomatique. Historiquement, l'Iran est l'ami traditionnel de l'Inde. Les échanges sont autant culturels qu'économiques. L'Inde a raffiné du pétrole iranien pendant les sanctions. Leur levée rend à l'Inde la possibilité de jouer la carte iranienne. La meilleure façon de contrer le port sino-pakistanaï de Gwadar est d'avoir un port indien en Iran. L'Inde a donc acheté un port, Chabahar, situé à 112 kilomètres de Gwadar, afin d'avoir son propre relais pour contrôler le détroit d'Ormuz. Les Iraniens ont hésité, car ils ne veulent pas s'aliéner les Chinois. L'Inde n'est pas devenue pro-saoudienne. Mais aller à Riyad, c'est dire à Téhéran que s'il ne veut pas aider Delhi, il y a un plan B. Comme les Pakistanais n'ont pas donné entière satisfaction aux Saoudiens en refusant d'envoyer des soldats au Yémen, Riyad n'est pas mécontent de parler aux Indiens pour faire comprendre aux Pakistanais qu'ils ne sont pas les seuls avec qui l'on peut traiter en Asie du Sud-Est.

Succès de groupes français en Inde

Il y a une percée des groupes français en Inde. Avec l'exemple de Renault, on voit qu'il est possible de réussir. Ce constructeur automobile a beaucoup tâtonné – c'est un euphémisme – comme Peugeot avant lui. Renault a compris qu'il fallait se lancer tout seul, pas en partenariat. Les *joint ventures* sont des catastrophes. Il fallait aussi trouver le bon modèle de voiture. La Logan n'intéressait pas la classe moyenne. Le Duster, en revanche, se vend très bien. Le Kwid fait un tabac : Renault a créé une voiture pour l'Inde, qui pourra être vendue ailleurs dans les pays du Sud. C'est un véhicule à bas coût, mais avec 60 options possibles. Dans le cluster français, Saint-Gobain réussit aussi très bien. Son verre plat s'exporte de Madras à travers toute l'Asie du Sud-Est. Un boulevard s'ouvre pour Michelin en matière de pneumatiques pour engins de chantier, l'Inde disposant déjà de fabricants de pneus pour l'automobile. Par ailleurs, on voit percer des entreprises françaises beaucoup plus petites. La Serap, société agro-alimentaire de Mayenne,

numéro 2 mondial de la réfrigération du lait, a déjà fabriqué 2 800 cuves réfrigérées dans son usine du Gujarat, une moitié pour le marché indien, l'autre pour l'exportation. Autre exemple, Bio-Mérieux dispose en Inde d'un laboratoire permettant de tester la composition des ingrédients de produits déshydratés. Une forte demande pour le savoir-faire de l'entreprise a suivi un scandale d'intoxication, qui a eu lieu en 2015 avec un produit de la firme Maggi.

L'interminable feuilleton du Rafale

La négociation sans cesse prolongée concernant l'achat par l'Inde des Rafale de Dassault est en train de miner la confiance. Un an après la visite du Premier ministre indien à Paris, rien n'avait bougé. Entre deux, lors de la visite à Delhi du président français, les Indiens lui confirment leur promesse d'achat de 30 appareils. Mais les tractations continuent. Quand on n'arrive plus à savoir d'où vient le problème, il devient difficile de le traiter. Dassault est-il intransigeant sur le prix ? Les Indiens se rendent-ils compte qu'ils ont eu « les yeux plus gros que le ventre » ? Ou les deux à la fois ? Cette incertitude introduit un doute sur la fiabilité de la parole indienne.

Doute sur la fiabilité du partenaire américain

De manière très claire, les États-Unis continuent de considérer l'Inde comme le pays qui, en Asie, peut le mieux les aider à contenir la Chine. Cela remonte au moins à George Bush junior. Mais il y a des hauts et des bas. L'accord de défense signé en 2005 a été renouvelé en janvier 2015, lors de la visite à Delhi de Barack Obama, invité à la fête de l'Indépendance. Le rapprochement se manifeste aussi à travers les ventes d'armes. Selon les années, les États-Unis sont le deuxième ou le troisième fournisseur d'armements. La Russie reste le premier. Viennent ensuite Israël et la France. Chaque année, l'Inde dépense 20 milliards de dollars en importations d'armes. C'est un des premiers – voire le premier – acheteurs mondiaux dans ce domaine. Cependant, les Indiens ont un doute quant à la fiabilité du partenaire américain. Car ce dernier reste très proche des Pakistanais, auxquels il vend énormément d'armes. Les Indiens ne comprennent pas que des avions de combat F16 soient livrés au Pakistan sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Par ailleurs, le Congrès américain, assez versatile, impose volontiers des sanctions. Ce qui inquiète les militaires indiens.

Un parti né du mouvement anti-corruption

Le Aam Aadmi Party (Parti de l'homme ordinaire) est le sous-produit du mouvement de protestation contre la corruption des années 2011-2012. Son chef, Arvind Kejriwal, était l'un des animateurs de ces manifestations dans la capitale. Des comités de quartier se sont créés, formant tout un réseau en termes de société civile. Le parti, en définitive, est né d'une association. Mais c'est d'abord un mouvement propre à Delhi, pas facile à transposer. Il y a néanmoins un État où l'AAP pourrait faire la différence : au Penjab, du fait de la corruption, du trafic de drogue, le même agenda moral va peut-être introduire le tripartisme. C'est d'ailleurs du Penjab que viennent les quatre élus du Parti de l'homme ordinaire au Parlement national.

Une industrialisation problématique

Pendant quinze ans, l'Inde a vécu sur les services - informatique, centres d'appel – même non

qualifiés, qui ont permis une croissance à deux chiffres. Mais on ne peut pas tirer une économie d'un milliard deux-cent mille habitants en ne se fondant que sur les services. Modi l'a compris. Il entend industrialiser le pays. Le problème non résolu reste celui de la transformation d'une population paysanne en main d'œuvre industrielle. Or, pour être ouvrier d'usine, il faut un minimum d'éducation, que les paysans indiens n'ont pas. Le budget de l'éducation est dramatiquement faible. Il était relativement facile de capitaliser sur les 20% de l'élite indienne – les « meilleurs brahmanes du monde » - remarquablement éduquée. Mais comment passer à des populations qui sont à des années lumières de cette élite. L'Inde paie là son système de castes. Seule une éducation de masse, à la chinoise, pourrait permettre de relever le défi.

Vers des coalitions de partis régionaux ?

Si l'on cherche à percevoir ce que serait la relève politique, on constate d'abord que le parti du Congrès aura beaucoup de mal à se redresser. Sa crise de leadership est très profonde. Les élections se jouent de manière tellement personnalisée qu'il faut absolument une tête de file. Raul Gandhi risque de ne jamais être ce leader. Les campagnes électorales, à l'américaine, nécessitent énormément d'argent, que le parti n'a pas. En revanche, des coalitions de partis régionaux, dont le Congrès ferait partie, sont possibles. Cela s'est produit au Bihar. Le Congrès présente l'avantage d'avoir une compétence nationale, alors que les chefs de partis régionaux parlent à peine anglais et son peu au courant de ce qui se passe dans le monde. Reste à savoir si le BJP aura la capacité de payer des partis pour les débaucher, par exemple en leur proposant des postes. Modi ne l'a pas fait pour l'instant. Le BJP peut aussi jouer la carte de la polarisation en se présentant comme le parti des hindous, qui constituent 80% de la population.

Peu de marge pour une politique nationale

Quand tous les États d'une fédération ne sont pas du même parti, il faut renoncer à l'idée de mener une politique nationale. C'est la leçon à tirer de deux années de Narendra Modi comme Premier ministre. Il s'en rend compte lui-même. On est dans un approfondissement du fédéralisme, ce qui limite la marge de manœuvre du centre.